



Bpifrance Le Lab et la DGE présentent la 6^e enquête annuelle de conjoncture ETI

Les ETI françaises confirment la reprise et affichent leur optimisme pour 2016

L'enquête annuelle 2016 sur les entreprises de taille intermédiaire (ETI), réalisée par Bpifrance Le Lab et la Direction générale des entreprises (DGE), permet de dresser un tableau positif de la situation des ETI en ce milieu d'année. Elles se disent franchement optimistes pour l'évolution de leur activité en 2016, notamment celles qui bénéficient du dynamisme du marché français, alors que les ETI très internationalisées sont plus inquiètes du fait d'incertitudes pesant sur la croissance mondiale. L'enquête montre aussi que les investissements sont restés soutenus en 2015 et, surtout, que les prévisions pour 2016 sont volontaristes pour les investissements de croissance interne comme externe. Enfin les prévisions d'embauche pour 2016 sont au plus haut depuis 2012, en hausse sensible par rapport à 2015.

Plusieurs enseignements sont à retirer de cette étude :

- **Les ETI sont optimistes pour 2016** : 47 % anticipent une augmentation sur l'année de leur chiffre d'affaires consolidé, contre 11 % seulement, une diminution. À +36, le solde prévisionnel d'évolution de l'activité est le meilleur enregistré depuis 2011 (+49 à l'époque). Il demeure le plus élevé dans l'industrie (+36) et les services (+44) mais les perspectives se redressent vivement dans les secteurs liés à la consommation des ménages : commerce, transports et hébergement-restauration (+31), en cohérence avec la reprise économique qui se confirme en France. Même dans la construction, les perspectives redeviennent positives, gagnant 14 points en un an (+13, après -1 en 2015).
- **Les ETI perçoivent également un net rebond du marché français**, les conduisant à envisager **une hausse sensible de leurs effectifs**. Ils progresseraient significativement en France (solde d'opinion à +20), principalement dans les services et le secteur commerce, transports, hébergement-restauration, avec respectivement un solde prévisionnel de +30 et +20. Dans l'industrie, les ETI prévoient de développer plus leurs effectifs à l'étranger qu'en France (+24, contre +8).
- **Les objectifs 2015 à l'export ont tout juste été atteints** pour les ETI présentes sur les marchés extérieurs, **conséquence du ralentissement de l'activité des grandes économies émergentes**. Ceci se retrouve dans les anticipations consolidées d'activité pour 2016 des ETI très internationalisées (plus du quart du CA à l'international) : leur solde prévisionnel perd 11 points en un an, à +38, soit quasiment au niveau des ETI peu ou pas internationalisées (+35).



- Au-delà des disparités sectorielles, c'est **l'innovation conduite au sein de l'entreprise qui conditionne toujours les meilleures perspectives de développement de l'activité** (solde d'opinion pour l'activité 2016 à +44), **tant en France qu'à l'étranger**. En 2015, **plus d'une ETI sur deux innove**.
- **Les dépenses d'investissement devraient rester à un niveau élevé, portées par une nette amélioration de la situation financière, y compris de trésorerie, et par des contraintes de financement externe très limitées :**
 - o Les **investissements de croissance interne** (physiques et immatériels) réalisés en 2015 confirment un rythme soutenu depuis 2014, avec un solde d'opinion en hausse de 2 points, à +23. Les **prévisions pour 2016 sont encore plus volontaristes**, le solde prévisionnel étant au plus haut depuis 2011, à +24. Elles sont particulièrement positives dans l'industrie et les services (+31 et +30) et au sein des ETI innovantes (+32).
 - o En matière d'investissements de croissance externe, les intentions des dirigeants d'ETI relatives à la prise de participation dans d'autres entreprises ou la création de filiales sont aussi nombreuses en 2015 qu'en 2014 et devraient le rester en 2016. Plus précisément, **15 % des ETI font état de projets de croissance externe à l'international**, ciblant en priorité l'Union européenne, puis l'Asie, l'Amérique du Nord et l'Afrique.
 - o La **moitié des besoins de financement a été couverte par l'autofinancement** et, plus marginalement, par des apports en fonds propres. **L'autofinancement a été notamment soutenu par une nette amélioration des trésoreries** sur fond de baisse du prix du pétrole et d'allègement de charges. Avec un indicateur à +4, **le jugement des ETI sur leur trésorerie atteint un niveau inégalé depuis le démarrage de l'enquête en 2011**.
 - o **L'autre moitié a été réalisée par le recours à l'endettement financier et au crédit bancaire**. Cette part devrait progresser en 2016, les ETI comptant avant tout augmenter leur recours au crédit bancaire, dont le coût est particulièrement attractif et l'accès extrêmement aisé, pour financer leurs projets de croissance. Seulement **2 % des ETI ont rencontré des difficultés majeures d'accès au crédit en 2015** (5 % en 2014).

Méthodologie de l'étude :

Ces résultats proviennent de la 6^e enquête de conjoncture menée conjointement par Bpifrance Le Lab et la DGE auprès des entreprises de taille intermédiaire (ETI) nationales¹, en mars 2016. Cette enquête initiée en 2011 est actualisée chaque année.

Définition des ETI :

La nouvelle catégorie des *entreprises de taille intermédiaire* a été introduite par la loi de modernisation de l'économie d'août 2008, et précisée par le décret de décembre 2008. Ce sont les entreprises qui n'appartiennent pas à la catégorie des *petites et moyennes entreprises*², et qui :

- ✓ d'une part, occupent moins de 5 000 personnes ;
- ✓ d'autre part, ont un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 1,5 Md€ ou un total du bilan annuel n'excédant pas 2 Md€.

Elles se situent donc entre les PME et les grandes entreprises (GE).

¹ ETI dont la tête de groupe est en France (soit environ 3 500 entreprises). L'analyse porte sur les réponses d'un échantillon de 507 ETI.

² Entreprises employant moins de 250 personnes et dont le chiffre d'affaires annuel n'excède pas 50 M€ ou le bilan annuel 43 M€.



Retrouvez l'intégralité de l'étude sur : www.bpifrance-lelab.fr
et le quatre-pages de la DGE sur : www.entreprises.gouv.fr

Suivez-nous sur Twitter :
[@BpifranceLeLab](https://twitter.com/BpifranceLeLab) et [@bpifrance](https://twitter.com/bpifrance)
[@DGEntreprises](https://twitter.com/DGEntreprises)

À propos de Bpifrance Le Lab

Bpifrance Le Lab est un laboratoire d'idées lancé en mars 2014 pour « faire le pont » entre le monde de la recherche et celui de l'entreprise. Le Lab est un « dérouteur » d'idées reçues pour Bpifrance et les dirigeants d'entreprise, de la start-up à l'ETI.

Bpifrance Le Lab décrypte les déterminants de la croissance et éclaire les chefs d'entreprise dans un monde de ruptures à la fois économiques, sociétales et environnementales, avec deux finalités :

- participer à l'amélioration des pratiques de financement et d'accompagnement de Bpifrance ;
- stimuler la réflexion stratégique des dirigeants et favoriser la croissance de leur entreprise.

Bpifrance Le Lab s'est doté de sa propre gouvernance, avec un Conseil d'orientation composé de 19 personnalités interdisciplinaires et présidé par Nicolas Dufourcq, directeur général de Bpifrance.

www.bpifrance-lelab.fr – www.bpifrance.fr

À propos de la Direction générale des entreprises (DGE)

Sous l'autorité du ministre de l'Économie, de l'Industrie et du Numérique, la DGE élabore et met en œuvre les politiques publiques relatives à l'industrie, à l'économie numérique, au tourisme, au commerce, à l'artisanat et aux services. Ses agents sont mobilisés aux niveaux national et régional à travers les DI(R)ECCTE [directions (régionales) des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi], pour favoriser la création, le développement, l'innovation et la compétitivité des entreprises de toutes tailles, en France et à l'international. La DGE entretient des relations étroites avec les entreprises elles-mêmes et leurs représentants : organisations et fédérations professionnelles, chambres consulaires, réseaux d'accompagnement, etc.

www.entreprises.gouv.fr

Contacts presse :

Bpifrance
Nathalie Police
Tél. : 01 41 79 95 26
nathalie.police@bpifrance.fr

DGE
Anne Virlogeux / Alexandra Chapon
Tél. : 01 79 84 30 70 / 01 79 84 30 58
anne.virlogeux@finances.gouv.fr /
alexandra.chapon@finances.gouv.fr

